

5 – Débat d'orientations budgétaires 2015

Groupe communiste – Robin SALECROIX

Madame le maire, chers collègues,

Ce premier débat d'orientations budgétaires du mandat est l'occasion pour les élus communistes de rappeler ici la force et le sens des engagements pris devant les Nantaises et les Nantais lors de l'élection municipale, lesquels guident notre feuille de route. Certes, les marges de manœuvres sont contraintes, j'y reviendrai, mais les politiques publiques conduites par la ville depuis des années, et la volonté de maintenir un bon niveau de service public tout en veillant à développer une politique d'investissement dans des secteurs aussi déterminant pour nos concitoyens que l'éducation, constituent des choix politiques majeurs.

Pascal Bolo l'a indiqué dans sa présentation, **c'est 420 millions d'euros qui ont été investis sur le territoire nantais de 2008 à 2013, soit une moyenne de 70 millions d'euros par an. La ville a su maintenir un service public de qualité** dans un contexte de ressources en perte de dynamisme. **La réaffirmation de ce choix à l'occasion de ce débat d'orientations budgétaires pour 2015 nous paraît donc nécessaire.** Certes, le contexte économique n'est pas bon, c'est le moins que l'on puisse dire. Il n'est bon ni pour les Nantaises et les Nantais qui continuent à subir des choix politiques précarisant leur vie, ni pour les collectivités qui vont devoir participer à la baisse des dépenses publiques de l'Etat. Ainsi la dotation globale de fonctionnement baissera de 16,8 % sur la période 2014-2017. **Cette politique est injuste socialement, dangereuse économiquement.**

Dans le précédent mandat, de 2008 à 2012, la municipalité n'avait eu de cesse de dénoncer la politique alors menée par la droite au pouvoir. Ainsi, nous ne manquons pas de souligner lors du DOB 2011 que le budget proposé par le gouvernement d'alors risquait de pénaliser la croissance en réduisant les dépenses publiques. Nous ajoutons que **« la raréfaction des moyens financiers devrait à long terme, rendre caduque l'autonomie financière des**

communes, en limitant les dépenses locales aux champs des compétences obligatoires » dénonçant avec force la politique d'austérité, la mise à contribution des collectivités dans l'effort de redressement des finances publiques. Pendant une décennie la droite a porté cette logique financière que la gauche a dénoncée à juste raison. Cela ne rend malheureusement pas plus acceptables les choix que l'actuel gouvernement nous impose.

En effet, le budget 2015 de l'Etat confirme le cap libéral que l'exécutif a choisi et assume. **Le soutien à la compétitivité des grands groupes financiers est devenu la priorité au détriment des moyens consacrés aux besoins humains, aux services publics, aux dépenses sociales, aux équipements et services de proximité sur nous mettons en œuvre dans nos collectivités.** Le déséquilibre est patent entre les 20 milliards d'€ de cadeau aux entreprises via le CICE et perte nominale de 28 milliards cumulée en 2017 par rapport aux dotations qu'auraient perçu les collectivités si l'enveloppe des concours de l'Etat était demeurée gelée en valeur au niveau de 2013. **Ce n'est pas cette politique qui va assainir les finances locales contrairement à ce qu'on veut bien nous faire accroire.** Ainsi, pour la ville de Nantes, la ponction opérée par l'Etat au titre du rétablissement des comptes publics devrait s'élever à 10,6 M€ pour la seule année 2015 ; et au total sur la période 2014-2017, la ville devrait contribuer à hauteur de 25 millions d'euros.

C'est dans ce contexte contraint que notre ville aborde la prospective financière 2015-2020. Si nous partageons les quatre grandes orientations stratégiques proposées, nous pensons qu'il convient de **veiller à deux priorités** qui nous paraissent essentielles. **La première est de garantir en matière de fonctionnement les emplois et les postes nécessaires à l'accomplissement d'un haut niveau de service public. La seconde est d'assurer un niveau d'investissement élevé et comparable à celui des six dernières années, c'est-à-dire 400 millions d'euros d'ici 2020.** Pour cela, trois leviers nous semblent possibles :

- **saisir l'opportunité du renforcement des compétences de la communauté urbaine transformée en métropole ;**
- **le recours à l'emprunt, la dette totale de la ville étant relativement faible (242 millions d'euros soit 826 € par habitant contre 1 084 pour la moyenne des villes de même strate de population) ;**

- **une politique fiscale équitable, préservant les abattements.** Pour conclure je voudrais souligner le fait que si la recherche d'économies s'avère nécessaire au cours de ce mandat, cela ne doit pénaliser ni l'action publique ni le subventionnement des associations contribuant à maintenir la cohésion sociale dans la ville et les quartiers.

Je vous remercie de votre attention.